

**Arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière**

(NOR : DAF1621680AC-1)

*Paru in extenso au journal officiel n°96 N du 29/11/2016 à la page 14418 dans la partie ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES*

Version en vigueur au 08/05/2018

Le Président de la Polynésie française,  
Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;  
Vu la délibération n° 97-87 du 29 mai 1997 modifiée portant création de la direction des affaires foncières ;  
Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 novembre 2016,

Arrête :

**Article 1er.- Plafond de l'aide**

Le plafond de l'aide financière mentionnée à l'article 3 de la délibération susvisée est fixé à cinq millions de francs CFP (5 000 000 F CFP) par dossier de sortie d'indivision.

**Art. 2.- Contenu du dossier de demande d'aide et modalités d'appréciation** *Rédaction issue de Arrêté n° 840 CM du 30 avril 2018*

I - En application de l'article 4 de la délibération susvisée, toute demande d'aide doit être accompagnée des documents et informations suivants :

a) Un formulaire type retiré auprès de l'autorité compétente dûment renseigné précisant notamment :

- le caractère amiable ou judiciaire du processus de sortie d'indivision dont la sortie est voulue et les éléments s'y rapportant (décision judiciaire devenue définitive ou bien décision de partage amiable établie devant le notaire ou protocole d'accord amiable de partage homologué établi par un médiateur foncier titulaire de la carte professionnelle ou décision d'expertise judiciaire dans le cadre d'une instance en partage judiciaire en cours) ;
- la situation de l'immeuble concerné ;
- un budget détaillé des coûts de mise en œuvre de la décision de partage précisément étayé, notamment par des devis ;

b) Un document d'identification du (ou des) demandeur(s) : photocopie de pièces d'identités telles que carte d'identité ou passeport ou livret de famille ;

c) Une attestation sur l'honneur que le demandeur remplit les critères de revenus mentionnés à l'article 6 de la délibération susvisée accompagnée d'un relevé émanant de la Caisse de prévoyance sociale et d'un état des transcriptions hypothécaires datant de moins de six mois ;

d) Le cas échéant, les aides financières accordées ou sollicitées, notamment dans le cadre de l'aide juridictionnelle.

II - Le "bien fondé" de la demande tel que mentionné au premier alinéa de l'article 4 de la délibération susvisée, est apprécié à l'aune de l'exigence requise par l'article 2 de cette même délibération selon laquelle la prise en charge des frais n'est possible que si elle conditionne l'exécution de la décision de partage.

Le "caractère non exagéré" des frais dont la prise en charge est sollicitée, mentionné au premier alinéa de l'article 4 de la délibération susvisée, est apprécié à l'aune des tarifs habituellement pratiqués par la profession lorsque ceux-ci ne sont pas réglementés. En cas de difficulté à cet égard, il peut être demandé au pétitionnaire de produire plusieurs devis.

**Art. 3.- Plafonds de revenus**

Les plafonds de revenus mentionnés au a) de l'article 6 de la délibération susvisée sont les suivants :

Configuration du ménage	Multiple du SMIG (152 914 F CFP)	Plafonds
Personne seule	1,24	189 613
Couple	2,29	350 173
Couple + 1 personne à charge	2,42	370 052
Couple + 2 personnes à charge	2,55	389 931
Couple + 3 personnes à charge	2,73	417 455
Couples + 4 personnes à charge	2,90	443 451
Personne supplémentaire à charge	0,19	29 054

Les chiffres figurant au tableau ci-avant font l'objet d'un réajustement en cas de modification du montant du SMIG.

#### **Art. 4.- Autorité compétente**

La direction des affaires foncières est l'autorité compétente pour recevoir et instruire les demandes d'aide tel que mentionnée aux articles 5 et 8 de la délibération susvisée.

A cet effet, l'article 2 de la délibération n° 97-87 du 29 mai 1997 modifiée portant création de la direction des affaires foncières est complété par l'alinéa ci-après :

"- accompagner les administrés en vue de contribuer au règlement des situations d'indivision immobilière dans le cadre des dispositifs prévus à cet effet."

#### **Art. 5**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.

#### **Voir toutes les modifications dans le temps :**

- [Arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016](#), JOPF n° 96 N du 29/11/2016 à la page 14418
- [Arrêté n° 840 CM du 30 avril 2018](#), JOPF n° 37 N du 08/05/2018 à la page 8456